

POLITIQUE SCIENTIFIQUE

Le gouvernement bruxellois réclame le maintien de Belspo

Le gouvernement de la Région bruxelloise demande au fédéral d'abandonner ses projets de suppression du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale (Belspo), d'autonomisation des établissements scientifiques et de création d'une Agence spatiale interfédérale, ressort-il mardi d'une note transmise en vue du Comité de concertation du 14 décembre.

La suppression de Belspo et la création, avec les Communautés et Régions, d'une agence spatiale interfédérale étaient prévues dans l'accord de gouvernement et ont déjà été approuvées en conseil des ministres.

Le gouvernement bruxellois estime cependant que l'organisation intégrée actuelle du SPP Politique scientifique « assure à la fois

d'importants effets d'échelle au niveau des services d'appui et des synergies très riches au niveau des missions ».

Il considère également que le projet d'autonomisation des dix établissements relevant de Belspo, dont neuf sont situés à Bruxelles, « est de nature à affaiblir ces institutions qui sont déjà soumises à d'importantes difficultés ».

Enfin, l'exécutif bruxellois craint que la création d'une agence spatiale où les Régions seront représentées « ne rigidifie un processus décisionnel qui doit être souple et adaptable aux priorités évolutives de l'Agence spatiale européenne (ESA) et des partenaires ».

Et de rappeler dans la foulée que « plus de 200 millions d'euros sont investis annuellement par Belspo dans la politique spatiale, essentiellement via une contribution à l'ESA », avec « d'excellents retours industriels » pour les entreprises. ■